

Secrétariat général
Direction de la coordination
des politiques interministérielles
Bureau des procédures environnementales
Réf : DCPI-BPE/DW

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la société COMILOG DUNKERQUE
de respecter les prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de
l'environnement pour son établissement à GRAVELINES**

Le préfet du Nord
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5, L. 515-33 et R. 515-9 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L. 411-2 ;

Vu le code de justice administrative et notamment l'article L. 122-1 et R. 421-1 ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 portant nomination de Monsieur Bertrand GAUME, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu le décret du 3 avril 2024 portant nomination de Monsieur Guillaume AFONSO, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral du 14 novembre 1979 autorisant la société COMILOG DUNKERQUE à exploiter ses activités pour son établissement situé à GRAVELINES ;

Vu l'arrêté préfectoral du 17 juin 2024 imposant à la société COMILOG DUNKERQUE des prescriptions complémentaires pour la poursuite de l'exploitation de son établissement situé à GRAVELINES ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2025 portant délégation de signature à Monsieur Guillaume AFONSO, secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu le rapport du 5 janvier 2026 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement transmis à l'exploitant par courriel du 6 janvier 2026 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courriel du 6 janvier 2026 ;

Vu l'absence d'observation de l'exploitant ;

Considérant ce qui suit :

1. lors de l'inspection du 21 novembre 2025, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que la mesure en continu de l'O₂, du CO et l'H₂O n'est pas réalisée sur les conduits 1 à 5 ;
2. ces constats constituent des manquements aux dispositions des articles 9.2.1 et 9.3.1 de l'arrêté préfectoral du 17 juin 2024 susvisé ;
3. la mesure des émissions de polluants et des paramètres de fonctionnement des installations est nécessaire pour évaluer l'impact du site sur l'environnement ;
4. en l'absence de mesure de traitement ou de transmission de ces mesures il est impossible de savoir si l'impact du site sur son environnement est réglementairement acceptable (inférieur aux seuils fixés par la réglementation) ;
5. face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société COMILOG DUNKERQUE de respecter les prescriptions et dispositions de l'article 9.2.1 de l'arrêté préfectoral susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1^{er} – Objet

La société COMILOG DUNKERQUE, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social se situe 10 boulevard de Grenelle - CS 63205 - 75015 PARIS exploitant une installation de production de silicomanganèse au 8898 route Duvigneau à GRAVELINES (59820) est mise en demeure, pour ce site de respecter les dispositions de l'article 9.2.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 juin 2024 en mettant en œuvre un suivi en continu des paramètres O₂, CO et H₂O :

- sur l'un des conduits 1 à 5 et en apportant la démonstration que les valeurs mesurées sur ce conduit sont représentatives pour l'ensemble des conduits, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- ou sur les conduits du four 1 à 5 dans un délai de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 – Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au préfet du Nord, préfet de la région Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – CS 20003 – 59039 LILLE Cedex ;
- et/ou recours hiérarchique, adressé à la ministre de la transition écologique, de la biodiversité et des négociations internationales sur le climat et la nature – Grande Arche de La Défense – 92055 LA DÉFENSE Cedex.

En outre et en application de l'article L. 171-11 du code de l'environnement, l'arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de LILLE dans un délai de deux mois conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai de recours contentieux est prolongé de deux mois.

Le tribunal administratif de LILLE peut être saisi par courrier à l'adresse : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 LILLE Cedex ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 4 – Décision et notification

Le secrétaire général de la préfecture du Nord et le sous-préfet de DUNKERQUE, chacun en ce qui le concerne, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de GRAVELINES ;
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de GRAVELINES et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe-industries-med-2026>) pendant une durée minimale de deux mois.

Fait à Lille, le **20 MARS 2026**

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général adjoint

Guillaume AFONSO

